



Maintenir l'Empire debout. L'empreinte militaire globale de la Grande-Bretagne

Par [Dr. Binoy Kampmark](#)

Mondialisation.ca, 25 décembre 2020

Quelques nostalgiques croient encore que l'Union Jack continue de flotter en soupirant et en révérant les avant-postes du monde, des tropiques au désert. Ils auraient raison mais jusqu'à un certain point. Il s'avère que la Grande-Bretagne a une portée globale assez étendue en ce qui concerne les bases, les installations militaires et les sites d'essai. Bien qu'elle n'ait pas le poids et les muscles obèses des États-Unis, elle s'en sort bien. Au niveau mondial, l'armée britannique est [présente](#) sur 145 sites dans 42 pays. Ces chiffres correspondent à l'observation piquante de Ian Cobain dans [The History Thieves](#) : les Britanniques étaient les seuls à être « perpétuellement en guerre ».

Le [riche aperçu](#) de Phil Miller sur l'empreinte militaire de la Grande-Bretagne dans *Declassified UK* montre qu'elle est massive. « La taille de la présence militaire globale est bien plus importante que ce que l'on pensait auparavant et signifie probablement que le Royaume-Uni possède le deuxième plus grand réseau militaire au monde, après les États-Unis ». L'armée britannique, par exemple, est présente dans cinq pays de la région Asie-Pacifique : des installations navales à Singapour, des garnisons à Brunei, des installations d'essai de drones en Australie, trois installations au Népal, une force de réaction rapide en Afghanistan. Chypre reste un favori avec 17 installations militaires. En Afrique, le personnel britannique se trouve au Kenya, en Somalie, à Djibouti, au Malawi, en Sierra Leone, au Nigeria et au Mali. Viennent ensuite les liens toujours douteux avec les monarchies arabes.

La nature de ces bases est d'être gentil avec votre hôte, même s'il est théocratique, complètement fous ou dirigé par un despote démodé avec des fétiches. Malgré les déclarations souvent stupides des décideurs britanniques qui s'opposent aux autorités, les exceptions sont nombreuses. Le Royaume-Uni n'a jamais eu de problème avec les autoritaires avec lesquels il peut travailler ou les despotes qu'il peut dorloter. Un examen plus approfondi de ces relations révèle généralement les mêmes ingrédients : capital, commerce, perception de la nécessité militaire. L'approche d'Oman, un État marqué par un état absolutiste, en est un exemple.

Depuis 1798, la Grande-Bretagne a contribué à assurer le succès et la survie de la Maison d'Al Saïd. Le 12 septembre dernier, le ministre britannique de la défense, Ben Wallace, a [annoncé](#) que 23,8 millions de livres sterling supplémentaires seraient consacrés à l'amélioration de la base de soutien logistique conjointe britannique au port de Duqm, triplant ainsi « la taille de la base britannique existante et contribuant à faciliter les déploiements de la Royal Navy dans l'océan Indien ». Le ministère de la défense est également allé jusqu'à décrire un « renouvellement » d'une « relation extrêmement précieuse », malgré la signature d'un nouvel accord de défense commune en février 2019.

Cet accord a été l'un des chants du cygne du sultan Qaboos bin Said, dont le décès cette année a été véritablement déploré dans les milieux politiques britanniques. Le Premier ministre Boris Johnson l'a [qualifié](#) de « *dirigeant exceptionnellement sage et respecté qui nous manquera énormément* ». Des documents d'archives ont fait l'éloge d'un réformateur et d'un promoteur. « *Le plus ancien dirigeant arabe* », [observe](#) une chronique [sycophante](#) du Guardian, « *Qaboos était un monarque absolu, bien que relativement bienveillant et populaire* ».

Le même sultan, il faut le dire, avait [peu d'affection](#) pour la liberté d'expression, de réunion et d'association, encourageait les arrestations et le harcèlement des critiques du gouvernement et tolérait la discrimination sexuelle. Mais il avait l'étiquette « *un des notre* » : formé à l'Académie militaire royale de Sandhurst, un anglophile inébranlable, installé sur le trône par la Grande-Bretagne lors du coup d'État de 1970 au palais pendant la rébellion du Dhofar, presque oubliée. « *Stratégiquement* », nous [rappelle](#) Cobain, « *la guerre du Dhofar a été l'un des plus importants conflits du XXe siècle, car les vainqueurs pouvaient s'attendre à contrôler le détroit d'Ormuz et le flux de pétrole* ». Les Britanniques ont fait en sorte que leur homme gagne.

On peut trouver des mentions publiques d'une plus grande implication militaire britannique sur des théâtres étrangers, bien qu'ils fassent rarement la une des journaux. La projection d'une telle puissance, surtout dans le modèle britannique, doit être prudente, réfléchie, voire [gnomique](#). La Grande-Bretagne, par exemple, se rallie à l'appel lancé par les États-Unis pour contenir le péril jaune dans la région Asie-Pacifique, ce qui rappelle gentiment à Pékin que les anciens méfaits impériaux ne devraient jamais être un obstacle à la répétition. Le chef de l'armée britannique, le général Sir Mark Carleton-Smith, a [déclaré](#) en septembre qu'il y avait « *un marché pour une présence plus persistante de l'armée britannique (en Asie). C'est une région où la présence de l'armée était beaucoup plus constante dans les années 80, mais avec le 11 septembre, nous nous en sommes naturellement éloignés* ». Le temps était venu « *de redresser ce déséquilibre* ».

Le chef d'état-major de la défense britannique, le général Sir Nick Carter, [préfère](#) être plus énigmatique sur « *l'avenir de Global Britain* ». Pour faire face à un « *contexte stratégique toujours plus complexe et dynamique* », il suggère le « *concept opérationnel intégré* ». La Grande-Bretagne doit « *rivaliser en dessous du seuil de la guerre afin de dissuader la guerre, et d'empêcher ses adversaires d'atteindre leurs objectifs dans des stratégies de fait accompli* ».

Finies les vieilles combines impériales à l'arraché ; les questions de flexibilité en termes de concurrence sont évidentes. « *La concurrence implique une posture de campagne qui comprend un fonctionnement continu selon nos conditions et dans les lieux de notre choix.* » Cela implique un processus de réflexion impliquant « *plusieurs dimensions pour monter et descendre de multiples échelons - comme s'il s'agissait d'une toile d'araignée* ». Le général tente d'illustrer ce charabia par l'exemple suivant : « *On pourrait exercer une contrainte active dans le domaine cybernétique pour protéger les infrastructures nationales critiques dans le domaine maritime* ».

En 2017, il n'y avait déjà plus que des murmures de Johnson, alors ministre des affaires étrangères, et de Michael Fallon, ministre de la défense, selon lesquels une plus grande présence britannique dans la région Asie-Pacifique était justifiée. Fallon a tenu à souligner les raisons d'une plus grande implication, en les [énumérant](#) à un groupe de journalistes australiens. « *Les tensions ont augmenté dans la région, non seulement à cause des essais*

de la Corée du Nord, mais aussi à cause de l'escalade des tensions dans la mer de Chine méridionale avec le programme de construction qui s'y est déroulé sur les îles et la nécessité de maintenir ces routes ouvertes ».

Avec de tels propos sur la menace chinoise, on pourrait vous pardonner de croire que la présence britannique dans la région Asie-Pacifique était minime. Mais cela ne tiendrait pas compte, par exemple, de la [base logistique navale](#) du Sembawang Wharf de Singapour, où travaillent en permanence huit militaires britanniques qui surveillent le détroit de Malacca, très fréquenté. Une présence plus importante se trouve également dans le Sultanat de Brunei, comprenant un bataillon d'infanterie de Gurkhas et une escadrille d'hélicoptères Bell 212 de l'armée de l'air. Le Ministre de la Défense est particulièrement attentif aux environs, car ils offrent « *un climat tropical et un terrain ... [bien adapté](#) à l'entraînement dans la jungle* ».

Au cours des quatre prochaines années, l'armée britannique peut s'attendre à recevoir 16,5 milliards de livres sterling supplémentaires – une augmentation de 10 % du financement et un salut affectueux aux militaristes. « *J'ai décidé que l'ère de la réduction de notre budget de défense doit prendre fin, et prend fin maintenant* », a [déclaré](#) M. Johnson. « *Nos plans permettront de sauvegarder des centaines de milliers d'emplois dans l'industrie de la défense, protégeant ainsi les moyens de subsistance dans tout le Royaume-Uni et assurant la sécurité du peuple britannique* ».

Le Premier ministre espérait faire cette annonce en même temps que la « *Révision intégrée de la défense et de la sécurité* », longtemps défendue par son conseiller spécial en chef, Dominic Cummings, aujourd'hui décédé. Cummings a peut-être été [éjecté](#) de l'arène des gladiateurs de la politique de Downing Street, mais les idées contenues dans la Révision ne sont pas susceptibles de s'opposer aux anciennes tendances impériales. Au minimum, on y trouvera la promesse de plus de bases militaires pour refléter une posture que le général Carter [décrit](#) assez obscurément comme « *engagée et déployée vers l'avant* ».

Binoy Kampmark



[Keeping the Empire Running: Britain's Global Military Footprint](#), le 25 novembre 2020.

Traduit par Hervé, relu par Wayan pour le Saker Francophone

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Dr. Binoy Kampmark](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Dr. Binoy Kampmark](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca